

54689

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CAS.6/15
28 octobre 1969

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième Conférence des statisticiens africains
Addis-Abéba, 22-31 octobre 1969

RESUME DES RAPPORTS DES PAYS SUR
LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
1. INTRODUCTION	1
2. ORGANISATION DES SERVICES ET COORDINATION DES ACTIVITES	2
3. STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES	5
4. STATISTIQUES DE L'EMPLOI	9
5. STATISTIQUES DES ENTREPRISES	11
6. STATISTIQUES AGRICOLES	14
7. COMPTABILITE NATIONALE ET STATISTIQUES CONNEXES	16
8. ENQUETES BUDGET CONSOMMATION ET STATISTIQUES DES PRIX	20
9. STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR	23
10. DIVERS	25

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

RESUME DES RAPPORTS DES PAYS SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE

1. Introduction

Tout comme à l'occasion des autres sessions de la Conférence des statisticiens africains, le secrétariat de la CEA a invité les organismes de statistique de la région à lui faire parvenir une note générale sur leurs activités statistiques au cours de deux dernières années.

En réponse à cette demande, les organismes de statistique de 19 pays et celui de la Communauté économique de l'Afrique orientale ont adressé à la CEA des rapports d'activités dont le contenu a été résumé ci-après en vue de donner une idée de la situation du développement de la statistique dans la région au moment de cette sixième session de la Conférence des statisticiens africains.

Les paragraphes qui suivent, traitent, l'un après l'autre, des différents domaines de la statistique et portent successivement sur la RAU, la Libye, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Libéria, le Ghana, le Nigéria, le Congo-Kinshasa, le Rwanda, la Communauté économique de l'Afrique orientale, le Kenya, le Malawi, l'Ile Maurice, la Tanzanie, le Botswana, le Lesotho et le Souaziland.

Ce n'est là qu'une partie des pays de la région, mais leurs activités donnent déjà une assez bonne idée des efforts déployés dans toute l'Afrique en vue du développement de la statistique.

2. Organisation des services et coordination des activités

En RAU, il n'y a pas eu de modification de structure de l'agence centrale de statistique au cours des deux dernières années. Seules quelques nouvelles sections et divisions ont été créées en vue de faire face à la demande croissante de données statistiques pour le développement économique et social du pays.

Le comité de coordination composé de 12 membres a été établi en vue de donner des avis techniques sur la programmation des opérations statistiques et de coordonner les principales activités statistiques des divers organismes du pays en vue de minimiser le gaspillage de ressources, d'éviter les doubles emplois et d'assurer la diffusion de l'utilisation des méthodes statistiques.

En Libye, le département de la statistique a été transféré du Ministère de l'économie au Ministère de la planification du développement. Ce transfert permettra sans aucun doute d'assurer un développement convenable des statistiques et la formation du personnel statistique requis par le pays. Comme partie intégrante du plan national de développement, un plan détaillé de cinq ans a été préparé pour le développement des statistiques.

En Algérie, l'organisme de la statistique est une sous-direction de la direction générale du plan et des études économiques. Compte tenu de l'appareil administratif de l'Etat, cette situation de sujétion semble constituer pour le moment un handicap pour le plein épanouissement des activités statistiques.

Au Maroc, le service central des statistiques a été transformé en division des statistiques toujours à l'intérieur du Ministère du plan et de la formation des cadres. Il est à signaler cependant que les départements de la comptabilité nationale, des publications et de la mécanographie ne sont pas du ressort de cette division.

Dans le domaine de la coordination des enquêtes statistiques, le comité de coordination, composé de sous-comités spécialisés, se réunit régulièrement pour fixer le programme général des enquêtes et études statistiques à entreprendre chaque année.

En Mauritanie, le service de la statistique a été érigé en direction de la statistique au début de 1968. Au Sénégal un comité de coordination a été institué en vue de promouvoir un développement plus harmonieux des statistiques et d'éviter la prolifération des enquêtes. Désormais, aucune enquête ne peut plus être effectuée dans le pays sans l'autorisation de ce comité dont le secrétariat est assuré par la direction de la statistique.

Au Mali, le service de la statistique comporte quatre divisions dont le central mécanographique et cinq antennes régionales. Au Libéria, il n'y a pas eu de changement de structure au sein de l'organisme de la statistique mais une nouvelle réorganisation est en vue.

Au Ghana, un comité a été institué en vue de la réorganisation du bureau central de statistique. Les recommandations formulées par ce comité sont fondamentales et assureront, si elles sont appliquées, le fonctionnement d'un service de statistique efficient qui apporterait une contribution utile au développement économique et social du pays.

Au Nigeria, la création de 12 Etats à partir des 4 précédentes régions a nécessité quelques ajustements, tout particulièrement, dans le domaine de l'organisation. Inévitablement, un bureau de statistique a été ouvert dans chacun des 12 Etats. Le bureau de Kaduna a, en plus, la responsabilité de coordonner les activités statistiques de 5 des six Etats du nord du pays.

Par suite des événements politiques, le Comité permanent de statistique ne s'est pas réuni depuis 1965. Les consultations officielles et officieuses n'ont cependant pas cessé de se poursuivre. Du personnel de cadre moyen de la statistique a été affecté dans les bureaux de plan des six Etats du nord pour collecter et dépouiller les données pour ces Etats. Le bureau fédéral de statistique a, d'autre part, offert son assistance à ces Etats pour la publication de leur bulletin trimestriel et de leur annuaire statistique.

Au Congo-Kinshasa, la direction de la statistique a été transformée en institut national de la statistique rattaché à l'Office national de la recherche et du développement. L'institut comprend 3 directions et 9 sections provinciales. En ce qui concerne la coordination des activités statistiques, le projet d'un Conseil national de la statistique qui promouvra le développement de la statistique a pu voir le jour.

Au Rwanda, l'office général des statistiques n'a pas connu de changement dans sa structure interne, il a, par contre, changé de Ministère de tutelle et dépend, à présent, du Secrétariat d'Etat au plan national de développement.

Dans la Communauté économique de l'Afrique orientale, le département de la statistique est devenu une division subdivisée en deux principales sections, la section des statistiques courantes et celle chargée de l'établissement des nouvelles séries statistiques. Après discussions avec les trois services nationaux de statistique concernés, il a été décidé d'uniformiser le traitement des activités des institutions de la communauté dans le domaine des comptes économiques et dans celui de la balance des paiements.

Au Kénya, la collecte des données sur le terrain est, à présent, contrôlée par la division de la statistique à Nairobi. Six bureaux provinciaux de statistique sont maintenant en activité. Une section de traitement de l'information est à présent installée dans la division de la statistique. L'ordinateur dépend d'un autre Ministère mais son travail est contrôlé par un comité inter-ministériel auquel appartient la division de la statistique. Dans le domaine de l'harmonisation des activités, les divisions de la statistique et du plan qui relèvent du même ministère entretiennent plus que des liaisons administratives car nombre des cadres de ces deux divisions effectuent parfois ensemble des travaux qui relèvent de l'une ou de l'autre division.

Au Malawi, la structure du bureau de statistique a été réorganisée en 1967 suivant trois groupes de sujets : statistiques économiques - agricoles - démographiques et enquêtes spéciales et a eu ses services communs subdivisés en trois groupes : traitement de l'information - activités sur le terrain et opérations cartographiques - et administration générale.

Dans l'Ile Maurice, le service de la statistique continue de travailler en étroite collaboration avec le bureau de la planification économique et lui apporte son assistance, surtout, dans le domaine de l'analyse statistique.

Au Botswana, l'organisation de la statistique a connu une étape importante en 1967 à la suite de l'adoption de la loi sur la statistique qui régit la collecte des données statistiques et, par là, a institué l'office central de statistique. A cause du manque de personnel, le travail a toujours été réparti entre le personnel disponible et aucun progrès n'a pu être réalisé dans le domaine de l'organisation structurelle de l'office. Les statistiques scolaires et les statistiques agricoles relèvent des sections de la statistique des ministères concernés, néanmoins il y a une étroite collaboration officieuse entre ces sections et l'office central de statistique.

Au Souaziland, l'office de statistique qui relevait du Ministère des finances a été transféré, en avril 1969, au Bureau du Premier Ministre pour constituer le département de la statistique dans le cadre de la division de la planification économique.

3. Statistiques démographiques et sociales

En RAU, l'enquête pilote de 1966 a été suivie par des travaux préparatoires, maintenant terminés, du recensement de la population et de l'habitation prévu pour la fin de 1970. Ce sera le neuvième recensement de la population mais le premier recensement à l'échelle nationale de l'habitation. Les données que fournira le recensement de l'habitation sur les conditions de logement, les loyers et autres, serviront de base à d'autres études et aux programmes d'intervention des pouvoirs publics dans ce domaine.

En Algérie, le dépouillement du recensement de la population a été entrepris. Une étude par sondage des caractéristiques générales de la population à partir des données du recensement a permis de connaître les principaux résultats du recensement dans un assez bref délai. Le rapport de cette étude publié en 4 volumes pour l'information des agences gouvernementales a été résumé en un volume pour une large diffusion. Le dépouillement exhaustif des données du recensement est en cours, les résultats de deux départements ont déjà été publiés, les autres résultats suivront à raison d'un département par mois.

A partir toujours des données de ce recensement, on compte entreprendre en 1970 une étude particulière qui aura, comme unité de base, le ménage ou la famille et non pas l'individu.

Au Maroc, les préparatifs du recensement de la population et de l'habitation ont été menés en 1968 et en 1969. Après l'exécution du recensement en 1970 et pendant une période de 4 années, des enquêtes complémentaires seront entreprises en vue d'obtenir des données supplémentaires sur les caractéristiques de la population.

En Mauritanie, les résultats de l'enquête démographique par sondage commencent à être disponibles et pourront incessamment faire l'objet d'une publication.

Au Sénégal, les préparatifs sont entrepris pour une enquête démographique par sondage dont l'objectif est de fournir des données de base sur la structure et le mouvement de la population. Cette enquête couvrira tout le pays et comportera plusieurs passages avec un échantillon de base réduit afin de saisir certaines caractéristiques telles que les phénomènes migratoires.

Au Mali, l'étude sur les perspectives démographiques a été reproduite et les travaux sont en cours en vue de la publication du rapport définitif du recensement de la ville de Bamako effectué en 1966. Dans le cadre d'un prochain recensement de la population, un avant-projet est à l'étude mais, dès à présent, il est à noter qu'il faudra un concours financier extérieur pour assurer son exécution.

Au Ghana, les travaux préparatoires du recensement de la population de 1970 ont été intensifiés. Des enquêtes ont été menées pour la mise à l'essai des documents du recensement. Les opérations de délimitation des zones de dénombrement vont bientôt être terminées et le recensement va pouvoir avoir lieu comme prévu en mars 1970.

Au Nigéria, les résultats du dénombrement de la population de 1963 ont été publiés. A présent, les préparatifs sont en cours en vue d'une enquête sur les modifications du lieu de résidence des populations du fait de la guerre.

Au Congo-Kinshasa, les travaux sont entrepris en vue de la publication des résultats d'une enquête socio-économique par sondage exécutée à Kinshasa en 1967-1968. Dans le cadre du projet d'enquêtes des grands centres du pays, les travaux préparatoires se poursuivent et sont déjà bien avancés pour la ville de Kikwit. Pour le recensement exhaustif de la population du pays, il est procédé, au cours de l'année, à un dénombrement administratif sous l'égide du Ministère de l'Intérieur.

Au Rwanda, les recensements administratifs annuels continuent à fournir les données de base pour l'élaboration des statistiques démographiques. Avec le concours de l'assistance bilatérale une enquête démographique pourra être effectuée à partir de décembre prochain.

Au Kénia, le recensement de la population a été exécuté en août 1969, et les travaux sont, à présent, entrepris pour le dépouillement et l'analyse des données.

Au Malawi, les résultats définitifs du recensement de la population de 1966 ont été publiés en juin 1969. Il en est de même des résultats de l'enquête menée dans les 4 principaux centres urbains du pays en 1967.

* En Tanzanie, l'analyse des résultats du recensement de la population de 1967 se poursuit et le premier volume du rapport donnant la répartition de la population par zone de dénombrement est à présent terminé.

Au Botswana, on envisage le recensement exhaustif de la population pour 1971.

Au Lesotho, le dépouillement mécanographique du recensement de la population de 1966 a été terminé à la fin de 1967 et on espère pouvoir publier à la fin de cette année le premier volume déjà établi du rapport du recensement.

Au Souaziland, les résultats préliminaires du recensement de la population de 1966 ont été diffusés en 1967 et le rapport définitif a été publié en 1968.

Dans le domaine de l'état civil, des efforts ont été déployés en RAU pour la formation du personnel en vue d'un meilleur enregistrement des données; une importance toute particulière est accordée aux taux bruts des enfants nés vivants dans l'élaboration des programmes de contrôle des naissances. Un glossaire des faits d'état civil des 30 dernières années a été préparé et publié.

En 1968, la Libye a eu une nouvelle loi sur l'enregistrement des faits d'état civil, mais ce n'est qu'avec le temps qu'on espère pouvoir y améliorer la qualité des données de l'état civil.

En Algérie, on peut estimer à 90 pour 100 la couverture des déclarations de naissance et à 50 pour 100 celle des déclarations de décès. Pour combler les lacunes dans l'enregistrement des faits d'état civil une enquête par sondage portant sur 60.000 ménages a été lancée en septembre 1969. Elle durera 18 mois et comportera trois passages espacés de 6 mois auprès de chacun des ménages.

Au Maroc, les efforts se poursuivent pour la collecte des données de l'état civil, mais les progrès sont lents et les taux de couverture des déclarations de naissance et de décès sont encore trop faibles pour servir de base aux projections de la population. Pour le moment il est fait usage des tables de mortalité-modèle établies par les Nations Unies.

Au Sénégal, des progrès ont été réalisés dans l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil. Un système de centres secondaires tenus par des officiers d'état civil a été mis sur pied. De ces centres, les officiers visitent chaque mois les petits villages qui relèvent d'eux. On estime à 60 pour 100 le nombre des naissances actuellement enregistrées pour les décès, par contre, la situation est nettement moins bonne.

Au Libéria, une enquête par sondage sur la croissance de la population a été lancée au début de l'année avec le concours de l'assistance technique bilatérale. Son objet est de fournir des données sur les naissances et les décès, la fécondité, les migrations internes et externes, la répartition par âge et par sexe et toutes autres données de base liées à la croissance de la population. L'échantillon comportera environ 50.000 personnes soit près de 4,5 pour 100 de la population estimée du pays pour l'année 1968. Les premiers résultats de l'enquête pourront être disponibles au milieu de 1970 et le rapport définitif pourra être publié à la fin de la même année.

Au Nigéria, les travaux se poursuivent en vue de l'établissement d'un système exhaustif d'enregistrement des faits d'état civil. Au Congo-Kinshasa une enquête sur la mortalité a été organisée de mars à mai 1968; les travaux de dépouillement des données sont encore en cours. A partir de novembre 1968, une enquête permanente sur le mouvement naturel et les migrations a été lancée pour la zone de Kinshasa appelée "extension Est". D'un autre côté, la collecte habituelle des données sur les naissances et les décès se poursuit dans les chefs-lieux de

province. Au Rwanda, les antennes préfectorales procèdent à la collecte mensuelle des données sur les naissances, mariages, décès et mouvements migratoires.

Dans l'Ile Maurice, comme les années passées, les statistiques de l'état civil sont élaborées et publiées annuellement par le service central de la statistique. En Tanzanie, l'analyse des statistiques des mouvements migratoires trimestre par trimestre se poursuit.

Au Lesotho, étant donnée l'absence d'un système d'enregistrement des faits d'état civil, une enquête démographique a été menée en vue de connaître les taux démographiques de base. Pour le moment, les travaux d'analyse des résultats de cette enquête se poursuivent.

Dans le domaine des statistiques sanitaires, la RAU publie, chaque année, des données sur la répartition des décès par âge, sexe, situation matrimoniale, etc... et par cause de décès. Ces données sont prises en considération dans l'élaboration des programmes de la santé.

Au Nigéria, le dépouillement des documents pour l'élaboration des statistiques sanitaires se poursuit. Dans l'Etat de l'Ouest, du personnel qualifié de la statistique a été fourni au Ministère de la santé pour renforcer sa section des statistiques sanitaires. Au Congo-Kinshasa des efforts sont déployés pour le développement des statistiques sanitaires à partir des travaux de l'OMS sur l'infrastructure médicale. Au Kénia, peu de progrès ont été faits dans ce domaine pendant la période sous revue. Au Botswana, les statistiques sur les malades et les diverses maladies traitées sont maintenant disponibles. Au Lesotho, la collaboration du Bureau de statistique et du Ministère de la santé est de plus en plus étroite en vue de l'amélioration du système de collecte des données.

En ce qui concerne les statistiques scolaires, les estimations de la population d'âge scolaire sont utilisées en RAU dans l'élaboration de la planification de la formation surtout aux niveaux de l'enseignement primaire et secondaire. Au Mali, les statistiques scolaires sont établies chaque année, comme par le passé; on envisage à présent, une enquête qui portera sur les données de 5 années consécutives pour suivre l'évolution de la scolarité. Au Nigéria, la collecte des données sur les établissements d'enseignement se poursuit. Au Congo-Kinshasa, l'institut national de statistique cherche à rendre plus étroite sa collaboration avec le Ministère de l'éducation nationale en vue de l'amélioration des statistiques scolaires. Au Kénia, l'établissement des statistiques scolaires est maintenant bien établi sur une base routinière. Au Botswana les séries de statistiques scolaires sont à présent disponibles à partir des données de 1965. Au Lesotho, le bureau de statistique et le Ministère de l'éducation coopèrent en vue d'améliorer la qualité et le domaine de leurs statistiques scolaires. Au Souaziland, des données statistiques ont été élaborées pour l'année scolaire 1967-1968; pour 1968-1969, une analyse statistique plus complète a été effectuée, et un bref rapport sur les statistiques scolaires en 1968 sera incessamment publié.

Dans le domaine des statistiques judiciaires, le Ghana a entrepris le développement de ces statistiques en liaison avec les tribunaux, les prisons et la police. Le Congo-Kinshasa, pour sa part, fait à présent des efforts en vue de l'établissement des statistiques de l'infrastructure judiciaire.

4. Statistiques de l'emploi

En RAU, une enquête par sondage sur la main-d'oeuvre en 1968-1969 a été réalisée. L'objet de cette enquête est de fournir des indications sur le volume de la population active et de la main-d'oeuvre potentielle totale et sa répartition d'après différentes caractéristiques.

En Algérie, plusieurs sources d'information sont utilisées pour la connaissance des données sur l'emploi. Les résultats de l'enquête annuelle industrielle sont exploités à cette fin complétés par ceux d'une enquête spécifique par sondage menée chaque printemps auprès d'un échantillon des établissements employant 5 salariés et plus. Cette dernière enquête porte sur l'emploi, les salaires et la durée du travail.

A partir des données du recensement de la population, il a été tenté de procéder à une analyse des questions de l'emploi, mais la portée de cette analyse est restée limitée. En 1967, une enquête par sondage que l'on peut considérer comme complémentaire au recensement a été exécutée. Elle a porté sur un échantillon de 10.000 ménages renouvelable par moitié tous les mois. Les données sont encore en cours de dépouillement et les résultats ne seront connus que beaucoup plus tard.

Au Maroc, la collecte des données sur l'emploi se poursuit; mais ces données sont encore incomplètes et ne portent pas encore sur la situation de l'emploi dans sa totalité. Il est donc envisagé de prendre en considération l'exécution d'une enquête sur l'emploi.

De la fin de 1967 au début de 1968, une enquête par sondage auprès des entreprises a été exécutée au Libéria. L'un des objectifs de cette enquête est de fournir des données sur l'emploi et sa répartition d'après le sexe, la nationalité, l'activité économique et la localisation géographique. Depuis la réalisation de cette enquête, le bureau de la main-d'oeuvre avec l'assistance technique du bureau central de statistique mène, deux fois par an, des enquêtes sur la main-d'oeuvre.

Au Mali, l'Office de la main-d'oeuvre avec l'assistance du service du service de la statistique a entrepris un recensement général des salariés dont les résultats ont été publiés en 1968.

Au Nigéria, les enquêtes suivantes ont été réalisées dans l'Etat de l'Ouest : une enquête sur le non emploi de ceux qui ont quitté les écoles, une enquête sur l'emploi et les salaires, et une troisième enquête sur la main-d'oeuvre.

Au Congo-Kinshasa, on envisage l'élaboration des statistiques de l'emploi, de la durée de travail, des salaires et des indices des salaires qui viendront s'ajouter aux statistiques actuelles de la sécurité sociale.

Au Kénya, une enquête annuelle sur l'emploi dans le "secteur moderne" a été exécutée depuis plusieurs années. Mais pour avoir une vue de l'emploi dans l'ensemble du pays, il a été indispensable de mener des enquêtes hors du "secteur moderne" de l'économie. En ce qui concerne les paysans agriculteurs, les données sur leur emploi sont tirées des statistiques de base des enquêtes agricoles. Pour les petits entreprises non agricoles du monde rural, une enquête par sondage sur l'emploi a été réalisée en 1967 et renouvelée en 1969. A la suite de ces diverses enquêtes, on a, à présent, une vue plus ou moins complète de la situation de l'emploi dans le pays.

Au Malawi, une enquête trimestrielle sur l'emploi auprès des entreprises employant 20 personnes et plus a été lancée en 1967. En 1968, elle a été étendue aux organismes gouvernementaux et les questions ont porté aussi bien sur le nombre de personnes employées que sur les salaires. En 1969, le questionnaire a porté sur les données des 4 trimestres et des questions supplémentaires ont été posées sur le nombre d'homme-journées.

Dans l'Ile Maurice, les enquêtes semestrielles sur l'emploi et les salaires lancées en 1966 se poursuivent. Comme prévu, elles ont lieu en mars et en septembre et fournissent des données sur l'emploi, les salaires, les heures de travail, et les indices de salaires. En 1968, une enquête sur la main-d'oeuvre a été réalisée à la demande du bureau de la planification économique.

En Tanzanie, les résultats de l'enquête sur l'emploi en 1967 ont été publiés et la collecte des données est en cours pour l'enquête de 1968.

Au Botswana, un recensement de tous les employeurs a été effectuée au début de 1968 pour déterminer le nombre de personnes employées et les salaires versés. Les résultats ont déjà été publiés et portent le titre de recensement de main-d'oeuvre au Botswana en 1967-1968.

Au Lesotho, les seules statistiques de la main-d'oeuvre élaborées sont celles des travailleurs migrants qui sont employés dans les mines de la République Sud-Africaine.

Au Souaziland, le département de la statistique a tout récemment pris en charge l'élaboration des statistiques sur l'emploi et compte diffuser sous peu sa première publication.

5. Statistiques des entreprises

En RAU, les recensements des entreprises sont effectués tous les trois ans; ils portent sur les entreprises de divers secteurs d'activités à l'exception de celles du secteur agricole. Le dernier recensement des entreprises a été exécuté en 1967 et le prochain le sera en 1970.

En ce qui concerne la production industrielle des données sont recueillies chaque année auprès des entreprises employant 10 personnes et plus. Mais pour disposer d'éléments sur l'ensemble de la production industrielle du pays, il a fallu conduire en 1967, un recensement complémentaire de la production industrielle, qui a porté sur tous les établissements industriels employant moins de 10 personnes et qui ont des activités soit minières soit manufacturières soit de production de gaz et d'électricité.

Dans le domaine des nomenclatures, des travaux ont abouti à l'élaboration de classifications arabes types qui sont dérivées des classifications internationales des Nations Unies mais comportent quelques aménagements pour tenir compte des besoins locaux actuels et futurs du pays.

En Libye, l'enquête annuelle auprès des entreprises manufacturières employant plus de 20 personnes continue d'être exécutée régulièrement tout comme l'enquête annuelle auprès des entreprises pétrolières. Une classification révisée des industries manufacturières basée sur la classification internationale type des industries a été adoptée en 1969. A partir de cette année, les résultats de l'enquête annuelle seront présentés suivant cette classification révisée.

Après les premiers travaux d'élaboration des indices de la production industrielle en 1967, des indices provisoires pour les années 1965 à 1968 ont été calculés en adoptant 1964 comme année de base.

En Algérie, le Ministère de l'industrie et de l'énergie et la sous-direction de la statistique font des efforts en vue d'une meilleure coordination de leurs activités dans le domaine des statistiques industrielles. L'exécution de l'enquête industrielle annuelle qui porte sur toutes les entreprises industrielles employant 5 personnes et plus se poursuit. Les résultats des enquêtes de 1965 et 1966 ont été publiés, ceux de 1967 et 1968 le seront d'ici la fin de l'année.

A partir de 1968, des enquêtes industrielles trimestrielles ayant le même champ que l'enquête annuelle sont entreprises. Les résultats de l'enquête du 1er trimestre de 1969 ont été déjà publiés, ceux des 2ème et 3ème trimestres vont l'être d'ici la fin de l'année. A présent, les travaux sont en cours en vue de la publication avant la fin de l'année d'un annuaire de l'industrie algérienne en 1968.

Au Maroc, l'enquête économique annuelle se poursuit. Elle porte sur un millier des 1.500 entreprises qui sont incluses dans le fichier des entreprises. Avec les rôles des patentes, il est constitué, à présent, un fichier général des établissements économiques qui compte environ 125.000 établissements.

Deux fois par an, l'enquête semestrielle de conjoncture est menée auprès de 500 à 600 entreprises. Le dépouillement de cette enquête permet d'établir des études de conjoncture et de calculer les indices trimestriels et annuels de production industrielle. Cette année, il est envisagé de mener une enquête complémentaire par sondage sur la structure industrielle du pays; l'enquête portera sur quelques 2.200 entreprises et sera exécutée au cours de l'année.

Au Sénégal, un nouvel indice de la production industrielle a été élaboré pour tenir compte des mutations survenues dans l'industrie du pays. Les coefficients de pondération ont été calculés à partir des résultats des recensements industriels et l'année 1959 a été adoptée comme année de base. Le calcul de l'ancien indice est temporairement poursuivi afin de fournir des éléments de comparaison entre l'ancienne et la nouvelle série d'indices.

Au Libéria, les productions annuelles de diamant et de minerai de fer sont assez connues, par contre, les données sur les entreprises manufacturières ou de construction ne sont pas encore disponibles. De la fin de 1967 au début de 1968, une enquête a été menée auprès des établissements pour recueillir des données sur leur importance, leur localisation géographique, le nombre de personnes employées, les salaires versés, etc... A présent, il est décidé d'envisager la collecte de ces données de base mensuellement ou trimestriellement et de procéder au calcul des indices de la production industrielle.

Au Mali, le dépouillement de l'enquête sur l'industrie et le commerce 1966-1967 est en cours et les préparatifs sont entrepris en vue du lancement de l'enquête 1967-1968. Un fichier des entreprises a été créé.

Au Ghana, les efforts ont été continués dans le domaine des statistiques industrielles en vue du maintien à jour du fichier des établissements.

Au Nigéria, les rapports des recensements annuels sur la production industrielle de 1964-1965 et 1966 ont été publiés. Compte tenu des événements actuels, le recensement de 1966 a été localisé à Lagos et dans les régions de l'ouest et du nord. Le recensement de 1967 est en cours de dépouillement et celui de 1968 a été déjà entrepris. L'enquête trimestrielle auprès d'un nombre restreint d'industries se poursuit.

Dans l'Etat de l'Ouest, des enquêtes ont été menées sur la petite industrie et l'artisanat dans un nombre limité de villes. Dans l'Etat du centre-ouest, il est procédé, chaque semestre, à la collecte et au dépouillement des données sur les activités des établissements indus-

triels employant 5 personnes et plus.

Au Congo-Kinshasa, une enquête sur la production industrielle et minière auprès des établissements employant 10 personnes et plus est menée chaque trimestre. A présent, et avec le concours de l'assistance bilatérale, il est envisagé d'entreprendre un recensement industriel qui pourra être commencé à la fin de l'année.

Au Rwanda, des données sont recueillies, chaque trimestre, sur les activités des entreprises. En 1968 et avec la collaboration des stagiaires du CESD une enquête industrielle a pu être réalisée.

Dans le cadre de l'UDEAC, les travaux sont en cours en vue de l'élaboration d'un plan comptable des entreprises industrielles et commerciales que les Etats membres de l'OCAM ont également décidé d'adopter.

Dans le cadre de la Communauté économique de l'Afrique orientale, les efforts se poursuivent en vue de la coordination et de la normalisation des statistiques de production industrielle.

Au Kénya, un recensement de la production industrielle en 1967 a été réalisé au cours de l'année 1968. Pour obtenir les données relatives à l'année 1968, une enquête plus restreinte portant sur les grandes entreprises a été effectuée. Le fichier des établissements sur lequel est basé les travaux de ces enquêtes est, à présent, géré mécanographiquement.

Au Malawi, il a été décidé, en 1967, de transformer le recensement de la production industrielle en une enquête économique annuelle qui couvrirait tous les secteurs de l'économie et porterait sur tous les établissements qui emploient 20 personnes et plus. On exécute également une enquête trimestrielle sur la construction auprès des grandes entreprises privées de construction.

Dans l'Ile Maurice, la collecte des données sur la production de l'industrie sucrière se poursuit. En 1968, le second recensement de la production industrielle a été effectué. Par rapport au premier, le second recensement a porté sur un plus grand nombre d'établissements et a eu comme objectif de fournir des données plus détaillées en vue d'améliorer les estimations du produit national et de permettre l'élaboration d'un indice de la production industrielle. Le rapport de ce deuxième recensement pourra être publié au cours de l'année.

En Tanzanie, le rapport de l'enquête sur les industries en 1965 a été publié de même que le répertoire des industries en 1967. L'analyse des données de l'enquête de 1966 est pratiquement terminée et à présent commence le dépouillement des données de celle de 1967. Les enquêtes mensuelles sur la production industrielle se poursuivent, et la révision du répertoire des industries en 1967 a été terminée.

Au Botswana, peu de progrès a été réalisé dans la collecte des données sur les activités industrielles. Pour les besoins de la comptabilité nationale, une petite enquête a été menée auprès des établissements

et a porté sur leurs activités des années 1964 à 1966.

Au Lesotho, la collecte des données pour le recensement annuel de la production se poursuit. La principale difficulté provient du fait que les entreprises ne conservent pas d'assez bons documents sur leurs activités.

Au Souaziland, le premier recensement de la production a été entrepris en octobre 1968. Il a porté sur les entreprises manufacturières, les entreprises de construction et dans une moindre mesure sur les entreprises minières. Tous les établissements employant 10 personnes et plus ont été couverts par le recensement. Les données ont été dépouillées et la rédaction du rapport est, à présent, en cours.

6. Statistiques agricoles

En RAU, le prochain recensement agricole sera exécuté en 1970. Les préparatifs sont en cours à présent au sein de l'agence centrale de la statistique et du Ministère de l'agriculture. Les recensements agricoles sont réalisés tous les dix ans, mais chaque année, les estimations de la production agricole annuelle sont élaborées par le Ministère de l'agriculture. Au cours des deux dernières années, des efforts ont été faits en vue d'améliorer les méthodes de collecte des données.

En Libye, les estimations de la production agricole sont établies à partir de celles des plus petites unités administratives. Des estimations des prix au producteur des produits agricoles ont été faites pour les années 1961 à 1967. Dans l'immédiat, les deux principales préoccupations dans ce domaine sont l'amélioration des statistiques courantes et la préparation du recensement agricole de 1970-1971.

En Algérie, les statistiques agricoles sont élaborées au Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire par le personnel de la statistique qui y a été détaché. Les données ne sont pas toujours satisfaisantes et beaucoup d'efforts doivent encore être déployés en vue d'améliorer leur qualité.

Au Maroc, l'exécution de l'enquête agricole permanente se poursuit. Pour les campagnes de 1967-1968 et 1968-1969, elle a pu couvrir près de 95 pour 100 de la superficie du pays. Afin de diffuser plus rapidement des indications sur les campagnes, une enquête agricole prévisionnelle est menée chaque année dans quelques 600 douars.

Dans le domaine de l'élevage, une enquête pilote a été réalisée en 1967, et une seconde a été exécutée en 1968. Pour l'année en cours, l'enquête couvrira une zone plus grande et permettra d'obtenir les effectifs et les principales caractéristiques de l'élevage.

Dans le cadre des préparatifs du recensement agricole de 1971-1972, une enquête pilote sera menée en 1970 à la suite de celle exécutée cette année pour mettre à l'épreuve les questionnaires établis pour le recensement.

En Mauritanie, on envisage l'exécution d'une enquête sur les productions rurales. Pour le moment les travaux préparatoires portent sur une enquête-pilote dont l'exécution est en cours.

Au Libéria, l'enquête agricole dans la circonscription de Bong a été effectuée en 1967, et les résultats publiés l'année suivante. En 1968, l'enquête a été menée dans les circonscriptions de Bong et de Nima et, en 1969, dans celles de Nima et de Grand Bassa.

Au Mali, l'exécution de l'enquête agricole annuelle se poursuit. Après la publication des résultats provisoires de l'enquête 1967-1968, les travaux sont en cours pour la rédaction du rapport définitif. Pour l'enquête 1968-1969, il y a eu une nouvelle stratification de la base de sondage et l'échantillon sera désormais fixe sur deux ans. L'enquête comporte, à présent, des questions sur les données démographiques et pourra ainsi, pour une augmentation infime du coût, fournir des éléments sur la démographie du pays. Pour le moment, le projet d'un recensement agricole est pris en considération et les démarches vont être entreprises en vue d'assurer son financement.

Au Nigeria, la participation du pays au recensement agricole mondial n'est pas encore décidée, mais en attendant, les discussions sont en cours entre le bureau fédéral de statistique et les autres départements concernés en vue de la conduite d'un tel recensement.

Dans la circonscription du Bénin, une enquête agricole pilote a été effectuée pour la saison 1966-1967 dans le cadre des travaux préliminaires du recensement agricole à l'échelle de tout l'Etat du centre-ouest.

Au Congo-Kinshasa, les données recueillies sur la production agricole à l'aide des questionnaires trimestriels sont pour le moment incomplètes. Avant de disposer de données plus complètes, beaucoup d'efforts devront encore être déployés. Il en est de même au Rwanda où les données disponibles sur l'agriculture, la pêche et l'élevage sont encore imprécises.

Au Kénya, des progrès ont été réalisés en vue de la collecte régulière des données statistiques auprès des agriculteurs. Les enquêtes menées à cette fin sont de deux sortes : une enquête par sondage pour la collecte des données de base sur l'agriculture et sur l'emploi, une enquête également par sondage sur les données plutôt économiques de coûts et de prix.

Le recensement annuel des grandes fermes se poursuit régulièrement; une autre enquête agricole régulière, est le recensement semestriel des fermes de canne à sucre, initialement destiné à fournir des données pour

les projections de la production de canne à sucre.

La nouvelle activité la plus importante, est l'exécution des enquêtes aréolaires sur l'élevage. Les enquêtes ont déjà été réalisées dans deux régions et on compte en mener bien d'autres sous peu.

Au Malawi, l'enquête agricole pilote sur la campagne 1967-1968 dans le secteur agricole traditionnel a été réalisée avec succès. A présent, se déroulent les opérations sur le terrain de l'enquête proprement dite qui porte sur la campagne 1968-1969.

En Tanzanie, le rapport de l'enquête par sondage sur les superficies dans les régions des lacs en 1966 a été publié. Les estimations de la production et l'analyse des prix payés aux producteurs ont été faites pour les années 1967 et 1968. Les préparatifs sont, à présent, entrepris pour le programme mondial des recensements agricoles prévus pour 1970.

Au Botswana, une enquête agricole par sondage a été effectuée pendant la campagne 1967-1968 et ses résultats ont déjà été publiés. En 1969, une enquête complémentaire a été entreprise pour la campagne 1968-1969. Des données valables commencent à être disponibles mais beaucoup d'efforts et de ressources doivent être déployés avant que les statistiques dans ce domaine ne soient considérées comme satisfaisantes.

Au Lesotho, les préparatifs du recensement agricole de 1969-1970 ont été commencés en 1967. En 1968, deux enquêtes pilotes ont été entreprises et ont porté sur les récoltes des campagnes d'hiver et d'été.

Au Souaziland, on a établi en 1968 le projet d'une série d'enquêtes; ces enquêtes par sondage couvriront la totalité du pays et coïncideront avec le programme mondial prévu pour 1970.

7. Comptabilité nationale et statistiques connexes

En Libye, la préparation du second plan quinquennal a nécessité, en 1967, l'élaboration des comptes économiques provisoires des années 1963 à 1967. Par la suite, un travail plus détaillé a été effectué et a abouti à l'amélioration de la qualité des estimations qui ont été récemment publiées. Les données de la balance des paiements sont établies et publiées chaque année; dans ce domaine, des efforts sont également déployés en vue d'améliorer la qualité des données pour les années à venir.

En Algérie, les comptes nationaux de 1965, 1966 et 1967 sont en cours d'élaboration. Les travaux sont assez avancés et certaines données ont pu être déjà utilisées dans la préparation du plan quadriennal 1970-1973.

Au Sénégal, les travaux sont actuellement en cours : pour l'élaboration des comptes de 1966-1967 et 1968, pour la confection d'un tableau d'échanges interindustriels et pour le passage de la décomposition sectorielle des agrégats à leur décomposition par branche. Un bureau a été récemment créé à l'intérieur de la direction de la statistique pour l'élaboration des études conjoncturelles et des budgets économiques.

Au Mali, les travaux pour l'établissement des comptes économiques se poursuivent. Les comptes économiques de 1964-1965 ont été publiés, ceux de 1965-1966 et 1966-1967 ont déjà été terminés et ceux de 1967-1968 sont en cours d'élaboration. Une étude de la balance des paiements de 1964-1965 à 1967-1968 a été publiée au début de cette année.

Au Libéria, les travaux de comptabilité nationale se sont régulièrement poursuivis depuis les comptes de 1964. A présent ce sont les comptes de 1968 qui sont en cours d'élaboration. Les statistiques des finances publiques sont également établies régulièrement chaque année. Il est à présent procédé à la collecte des données sur la balance des paiements dont les statistiques ont été reprises cette année.

Au Ghana, les comptes économiques sont maintenant élaborés selon l'optique de la production et les études par secteur. D'ici à l'année prochaine, les estimations de 1963 à 1968 selon cette approche seront disponibles et permettront de vérifier la précision des données obtenues selon l'optique du revenu qui avait été en usage les années passées. Dans le domaine des statistiques des finances publiques, des travaux sont à présent entamés pour l'élaboration des statistiques des administrations locales et des entreprises publiques en vue de disposer des données de l'ensemble du secteur public.

Les statistiques de la balance des paiements sont du ressort de la Banque du Ghana. En ce qui concerne les statistiques bancaires, la collecte des données a été étendue aux banques de création récente et rend maintenant disponibles nombre d'informations qui permettront l'analyse des opérations bancaires.

Au Nigéria, les estimations du produit intérieur brut pour 1965-1966 et 1966-1967 ont été établies et les travaux sur celles de 1967-1968 seront bientôt terminés. Les estimations de la formation de capital pour les années 1966 et 1967 sont en cours d'élaboration. Le rapport sur l'analyse économique des comptes du Gouvernement en 1963-1964 a été publié. L'analyse des comptes de 1964-1965 est presque terminée.

Au Congo-Kinshasa, les impératifs de la planification poussent à estimer le produit intérieur brut selon l'optique de la production et non plus selon celle du revenu qui avait été en usage. Certains comptes partiels pour les années 1964, 1966 et 1967 ont été établis. Des données sur les finances publiques sont recueillies auprès du Ministère des finances et de la Banque Nationale du Congo et publiées dans le Bulletin trimestriel des statistiques générales. Les statistiques de la balance des paiements sont établies par la Banque Nationale du Congo.

Au Rwanda, le produit intérieur brut des années 1965 à 1967 a été estimé, mais nombre de données font encore défaut dans les domaines de la consommation et de la production agricole. Les statistiques financières et celles de la balance des paiements sont régulièrement établies.

En Afrique de l'est, le secrétariat de la Communauté économique de l'Afrique orientale a poursuivi ses efforts en vue de l'harmonisation des travaux relatifs aux comptes économiques et à la formation de capital. Des rapports ont été établis chaque semestre sur la dette publique extérieure et des travaux ont été poursuivis sur l'analyse économique et fonctionnelle des activités de la communauté. Les données de l'impôt sur le revenu prélevé dans la Communauté ont été contrôlées et dépouillées. Une analyse systématique des données du contrôle des changes a été entreprise.

Au Kénia, la révision des comptes économiques selon l'optique de la production a été terminée conformément au système révisé de comptabilité nationale. Les estimations de la production à prix constants ont été faites et publiées pour plusieurs années à partir de 1964. Dans le secteur monétaire, les données ont été recueillies auprès des établissements, pris comme unité de base et non auprès des entreprises. Pour les entreprises multinationales implantées dans le cadre de la Communauté, une subdivision géographique et fonctionnelle a été réalisée. Dans le secteur non monétaire, les activités de production prises en considération concernent l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la construction, l'eau et la propriété immobilière. Des lacunes subsistent, mais avec des informations complémentaires, les estimations pourront être améliorées. Le secteur public est subdivisé en quatre groupes, et chacun des groupes en deux sous-groupes : activités gouvernementales générales et activités d'entreprise.

Pour l'établissement des comptes, plusieurs sources de données ont été utilisées. Dans un avenir proche, les travaux porteront aussi sur la distribution du revenu et les statistiques des prix.

A présent, les données disponibles sur les stocks sont assez bonnes. Des travaux ont été entrepris pour une analyse input/output de l'économie, avec 1967 comme année de référence en vue de vérifier la cohérence des comptes existants et d'obtenir les coefficients habituels dont on a besoin pour la planification du développement. Pour ces travaux, l'économie du pays a été subdivisée en 80 sous-groupes.

Bien que l'analyse économique et fonctionnelle des comptes du Gouvernement central ait été entamée depuis plusieurs années, ce n'est que l'année dernière qu'a été faite une analyse semblable des comptes des administrations locales, qui sera désormais régulièrement effectuée.

Les statistiques bancaires sont établies par la Banque Centrale dont les travaux s'étendent, à présent, aux statistiques du marché du crédit. Dans le domaine de la balance des paiements, des efforts ont été déployés en vue d'améliorer les estimations précédentes. Pour l'estimation des

revenus du tourisme, les résultats des enquêtes sur les touristes ont été d'une grande utilité.

Au Malawi, des tableaux du produit intérieur brut ont été établis pour les années 1964 à 1967. A présent, une enquête sur la consommation alimentaire a été entreprise et ses résultats vont être utilisés pour la révision des estimations du secteur de subsistance et l'amélioration des estimations des dépenses de consommation. Dans le domaine des statistiques bancaires les données recueillies auprès de la Banque de réserve sont régulièrement publiées tous les mois.

Dans l'Ile Maurice, les comptes économiques de 1967 ont été établis et publiés. Sur la base de nouvelles données maintenant disponibles les comptes économiques ont été révisés à partir de l'année 1953. Les tableaux des données de la balance des paiements et de la formation de capital pour l'année 1967 ont été élaborés et publiés comme les années passées.

En Tanzanie, des travaux détaillés ont été entrepris depuis mars 1968 pour la révision des comptes économiques en vue de disposer d'ici la fin de l'année, d'une série plus précise de données sur le revenu national et la formation de capital. La série révisée portera sur les années 1966 à 1968. Des données sur les dépenses de consommation et les agrégats à prix constants seront également élaborées mais par une méthode toute différente aux fins de vérification.

Au Botswana, les comptes économiques des années 1964 à 1966 qui comportent encore beaucoup de lacunes ont été publiés. A présent on est en train de recruter un statisticien pour la poursuite et l'amélioration des comptes. Une assez bonne série de données sur les statistiques bancaires est, disponible à présent. Il n'y a pas de statistiques sur la balance de paiements par suite de l'absence de frontière avec la République Sud Africaine et de l'appartenance du pays à la zone monétaire de cette République.

Au Lesotho, les premiers comptes économiques pour les années 1964-1965 et 1965-1966 ont été publiés en 1967. Pour les comptes de 1966-1967, qui ont été publiés en 1968, l'estimation de la contribution des ménages du secteur rural au produit intérieur brut a été basée sur les résultats plus récents de l'enquête sur la consommation et les dépenses des ménages ruraux et non plus sur ceux du recensement agricole de 1960. Il en a résulté pour les agrégats de 1966-1967 des valeurs plus élevées qui ne sont pas comparables avec celles de 1964-1965 et 1965-1966, étant donné que les données de base utilisées sont différentes. Pour les comptes de l'année 1967-1968, des données ont été collectées et les travaux d'élaboration sont en **cours**. Certaines informations complémentaires recueillies sur les transports seront très utiles lors de l'établissement de la balance des paiements. Comme le pays appartient à l'union douanière et à la zone monétaire de la République Sud Africaine, ses statistiques de la balance des paiements doivent être utilisées avec circonspection parce qu'elles comportent d'importantes marges d'erreur. En ce qui concerne les statistiques bancaires, les données sont recueillies chaque semestre.

Au Souaziland, les travaux entrepris en 1967 ont abouti à la publication, en décembre 1968, des comptes économiques et de la balance des paiements pour les années 1965-1966 et 1966-1967. Pour 1967-1968, les travaux entrepris cette année sont basés sur des données plus détaillées et portent sur un champ plus vaste.

8. Enquêtes budget consommation et statistiques des prix

En Libye, une enquête sur le budget des ménages a été entreprise à la fin de 1968. C'est une enquête par sondage à deux degrés qui a concerné les deux principaux centres urbains de Tripoli et de Benghazi. A eux deux, ces centres urbains représentent 25 pour 100 de la population totale du pays et 70 pour 100 de la population urbaine. Le dépouillement des données recueillies est en cours et les résultats pourront être publiés incessamment.

Les relevés hebdomadaires des prix de détail des produits agricoles se poursuivent avec quelques améliorations. A présent, les données sur les prix sont publiées aussi bien dans les publications annuelles que dans les bulletins mensuels. Des progrès ont été réalisés dans l'élaboration de l'indice des prix à la consommation à Tripoli; le nombre d'articles pris en considération a été augmenté, la méthode de relevé des prix a été améliorée et les coefficients de pondération ont été réajustés.

Le relevé des prix de gros de quelques 400 articles a été entrepris sur une base régulière et l'élaboration d'un indice de prix de gros va être effectuée.

En Algérie, une enquête par sondage sur la consommation auprès de 10.000 ménages a été menée en 1967-1968. Le dépouillement des données est en cours et durera probablement jusqu'en 1970. Mais pour les besoins de la planification des résultats partiels relatifs à la ville d'Alger ont déjà été communiqués au Gouvernement.

A partir de la fin de 1968, des efforts sont faits en vue d'améliorer la qualité de l'indice mensuel des prix de détail publié régulièrement depuis 1967. Les résultats de l'enquête sur la consommation seront également utilisés à cette fin. Des relevés de prix de gros sont régulièrement effectués.

Au Maroc, les préparatifs sont en cours en vue d'une enquête sur la consommation. Récemment une enquête pilote a été menée dans la province de Kenitra pour mettre à l'essai le questionnaire et améliorer le plan de sondage.

Les relevés de prix se poursuivent de même que l'élaboration d'indices tels que l'indice du coût de la vie à Casablanca, l'indice des prix de gros et l'indice des prix de détail à Casablanca.

En Mauritanie, une enquête sur le budget et la consommation est envisagée; en attendant, les préparatifs sont entrepris pour réaliser une enquête pilote préliminaire. Au Sénégal, outre l'indice de la consommation familiale du type européen, un indice de la consommation familiale en milieu africain a été élaboré. Des travaux sont également entrepris pour le calcul d'un indice du coût de la vie en milieu assistance technique.

Au Libéria, les prix de détail sont relevés chaque mois et les indices des prix à la consommation sont calculés chaque trimestre, la période de base retenue étant les mois de septembre à novembre de 1964. Les relevés de prix de gros sont également effectués et les indices de prix de gros sont maintenant disponibles.

Au Nigéria, une étude a été entreprise dans l'Etat de l'Ouest pour juger de la qualité des données sur les prix couramment utilisées par les divers organismes de l'Etat. Dans l'Etat du centre-ouest, les relevés et l'exploitation des données sur les prix se poursuivent régulièrement dans un certain nombre de centres urbains.

Au Congo-Kinshasa, une enquête sur les budgets familiaux a été exécutée à Kinshasa avec le concours de l'assistance technique bilatérale. Elle a été basée sur les données de l'enquête socio-économique de 1967 et a porté sur 1.600 ménages. Avec ses résultats, qui seront disponibles en 1970, les coefficients de pondération de l'indice des prix à la consommation familiale pour nationaux à Kinshasa pourront être révisés.

Il est procédé à des relevés de prix et à l'établissement d'indices tels que l'indice des prix de détail, l'indice des prix de gros et les indices des prix à la consommation familiale à Kinshasa et à Lubumbashi.

Au Rwanda, on envisage une enquête sur le budget et la consommation qui portera aussi bien sur le milieu rural que sur le milieu urbain et durera quelques deux ans. Pour le moment, il est procédé régulièrement aux relevés des prix de détail aux chefs-lieux des préfectures. A Kigali même, on relève en plus les prix de gros et les prix de matériaux de construction. En l'absence de données sur les coefficients de pondération, il n'y a pas encore eu de calcul de l'indice du coût de la vie.

Au Kénya, une nouvelle série d'enquête sur le budget des ménages a été entreprise à la fin de 1968. Au cours de cette année, les travaux dans les trois principales villes seront terminés. Par suite de limitation des ressources, l'enquête ne portera pas sur toutes les zones rurales à la fois, mais sera étalée dans le temps.

Au Malawi, une enquête par sondage sur les dépenses de consommation a été effectuée en 1968-1969 et a essentiellement porté sur le secteur urbain. Les résultats sont attendus pour la fin de 1969.

Deux indices des prix à la consommation sont régulièrement calculés, l'un pour le groupe des bas revenus et l'autre pour le groupe des revenus élevés; ces indices sont établis mensuellement pour Blantyre et trimestriellement pour Limbe. En 1968, des travaux ont été entrepris pour l'élaboration d'un indice des prix de gros pour les achats du Gouvernement.

Dans l'Ile Maurice, des relevés de prix sont mensuellement faits pour la plupart des produits dans le milieu urbain aussi que dans le milieu rural et les indices des prix à la consommation sont régulièrement publiés chaque mois.

En Tanzanie, l'enquête sur le budget des ménages a été entreprise en décembre 1968 à l'échelle de tout le pays. Les travaux sur le terrain se poursuivent et le rapport final ne sera disponible qu'en 1971. L'enquête porte sur quelques 2.500 ménages qui ont été stratifiés suivant leur revenu et a pour objet de fournir des données sur : la consommation privée, les coefficients de pondération des indices de prix, et la demande de biens.

Les travaux d'élaboration de l'indice des prix de détail des salariés à Dar-es-Salam se poursuivent de même que ceux de l'indice du coût de la vie à Dar-es-Salam des fonctionnaires de grade moyen.

Au Botswana, une série d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages a été entreprise dans les villes et villages du pays. Les enquêtes qui ont été entamées dans deux centres dès le début de 1968 sont à présent terminées; deux autres enquêtes sont en cours et deux autres seront entreprises vers la fin de cette année. Ces enquêtes fourniront entre autres, des éléments pour les coefficients de pondérations des futurs indices des prix de détail.

Depuis le mois de mars 1969, il est procédé à un relevé systématique des prix de détail d'un grand nombre d'articles à travers tout le pays. Ces relevés seront désormais effectués régulièrement et fourniront les éléments pour le calcul des indices des prix.

Au Lesotho, une enquête sur la consommation et les dépenses en milieu rural a été entreprise du début de 1967 au mois de mai de 1969. Le pays avait été subdivisé en trois zones dont chacune a été couverte pendant 12 mois. Les données de l'enquête sont à présent, en cours d'exploitation.

Les relevés des prix des principaux produits agricoles se poursuivent.

9. Statistiques du commerce extérieur

En RAU, les statistiques du commerce extérieur sont l'une des toutes premières activités statistiques du pays, les données sur les importations et sur les exportations sont disponibles et remontent jusqu'à l'année 1884. Des publications mensuelles et annuelles sont consacrées au commerce extérieur du pays. A compter de juillet 1969, les dispositions nécessaires ont été prises afin que les données du commerce extérieur soient présentées conformément à la classification arabe type des produits.

En Libye, l'établissement des données du commerce extérieur à partir des documents des douanes se poursuit et les états sont publiés trimestriellement et annuellement. Des efforts sont faits en vue d'améliorer la présentation de ces données suivant la nomenclature des produits, le pays d'origine, etc... Des indices du commerce extérieur ont été élaborés pour les importations et les principaux produits exportés pour la période allant de 1962 à 1967 en prenant comme base l'année 1962.

En Algérie, les douanes, avec l'aide technique de la sous-direction de la statistique, parviennent à diffuser d'une façon régulière les principaux états du commerce extérieur. Des efforts restent encore à faire avant que les indices trimestriels du commerce extérieur ne soient rapidement et régulièrement établis.

Au Maroc, les travaux d'établissement des statistiques du commerce extérieur se poursuivent. Il est procédé au calcul des indices de volume et de valeur unitaire du commerce extérieur.

En Mauritanie, une enquête a été réalisée avec le concours de l'assistance technique bilatérale sur les échanges commerciaux du pays. On espère pouvoir publier les résultats de cette enquête dans l'annuaire statistique de 1968 qui paraîtra avant la fin de cette année.

Au Sénégal, les données du commerce extérieur comportent encore beaucoup d'erreurs surtout dans le cadre des échanges du pays avec ses partenaires de l'Union douanière et économique de l'Afrique de l'ouest.

Au Libéria, les statistiques du commerce extérieur continuent d'être la principale série statistique du bureau. Depuis la mi-1967, des efforts soutenus ont été faits et continuent de l'être en vue d'améliorer la qualité et l'exploitation des données et d'accroître le nombre de produits pour lesquels des données spécifiques sont mentionnées dans les états.

Au Ghana, les indices de valeur et de volume des exportations ont été révisés à la suite du choix de 1968 comme nouvelle année de base en vue d'une meilleure représentation de la situation actuelle du commerce extérieur. Les indices des autres années ont été recalculés en conséquence.

Au Congo-Kinshasa, les statistiques du commerce extérieur sont publiées trimestriellement. En ce qui concerne la provenance et la destination des marchandises, des aménagements ont été apportés à ces statistiques à partir de 1967 et la composition des groupes d'utilisation a été révisée pour les importations.

Au Rwanda, les travaux d'établissement des statistiques du commerce extérieur se poursuivent.

Au secrétariat de la Communauté économique de l'Afrique orientale, l'élaboration des statistiques du commerce extérieur continue sur une base routinière. Dans le domaine des indices du commerce extérieur, des travaux ont été entrepris pour baser les calculs sur 1964 comme année de référence et pour réviser les méthodes d'établissement des indices. Alors que le calcul de la précédente série d'indices comportait la plupart des produits importés et exportés, celui de la nouvelle série est basé sur un nombre déterminé de produits afin que certaines variations de la valeur unitaire qui n'ont aucun rapport avec les variations réelles des prix puissent être éliminées.

Au Malawi, l'utilisation d'un ordinateur à partir de la fin de 1966 a considérablement amélioré la qualité et les délais de publication des statistiques du commerce extérieur. Les états sont établis mensuellement. En 1968, les indices de volume et de valeur unitaire des exportations ont été révisés et les indices des importations ont été établis pour la première fois en prenant pour ces deux indices 1967 comme année de base.

Dans l'Ile Maurice, les statistiques des importations et des exportations sont établies conformément à la classification type pour le commerce international.

En Tanzanie, les travaux d'établissement des statistiques du commerce extérieur se poursuivent, les états annuels de 1967 ont été déjà publiés de même que les états mensuels de 1968.

Au Botswana, il a été possible de faire des estimations des importations et des exportations des années 1967 et 1968 par grande catégorie de la CTCI. Les données détaillées font encore défaut et constituent un handicap sérieux que l'on cherche à surmonter par tous les moyens.

Au Lesotho, les données du commerce extérieur de 1966 et 1967 ont été publiées. L'absence de postes douaniers à la frontière avec la République Sud Africaine rend difficile la détermination des échanges par pays. Les importations directes connues ne représentent qu'une petite fraction des importations totales.

Au Souaziland, l'établissement des statistiques du commerce extérieur commencé en 1966 a été poursuivi en 1967; en 1968 on s'est attaché à améliorer certaines données des importations. En 1969, ce sont les échanges par pays qui ont fait l'objet de la plus grande préoccupation.

L'absence de postes douaniers entre le pays et la République Sud Africaine rend vraiment difficile l'établissement de données précises sur le commerce extérieur.

10. Divers

Outre les domaines d'activités traités dans les paragraphes précédents, on peut également mentionner brièvement diverses autres activités des organismes de statistique dans la région. En ce qui concerne les statistiques des transports, les données des compagnies ferroviaires, maritimes et aériennes ont été exploitées comme par le passé. Des efforts ont été faits pour constituer des fichiers du parc automobile ou assurer leur mise à jour et des états ont été régulièrement établis sur la situation et l'évolution de ces parcs automobiles. En cas de besoin des enquêtes sur le trafic routier ont été effectuées pour compléter les données fournies par les comptages routiers. Dans d'autres cas, les enquêtes ont porté sur les coûts de transport et ont eu comme objectif l'obtention de données pour l'élaboration des comptes économiques.

Au secrétariat de la Communauté économique de l'Afrique orientale, un travail important a été entrepris. Le réseau ferroviaire de la Communauté a été subdivisé en plusieurs zones et des états établis pour montrer les flux des divers groupes et sous-groupes de produits entre ces différentes zones.

Une autre étude a porté sur l'analyse économique des coûts des divers modes de transport tandis qu'une autre a concerné la moyenne des retards enregistrés dans le réseau ferroviaire de la Communauté et les variations saisonnières du frêt dans la région.

En ce qui concerne le traitement de l'information, le nombre de centres et la capacité des équipements augmentent régulièrement. Les organismes dépourvus d'équipement en louent à l'occasion de l'exploitation des données du recensement de la population ou d'autres enquêtes. Ceux qui disposent d'équipements classiques envisagent l'acquisition d'un ordinateur et ceux qui utilisent déjà un ordinateur en recherchent un autre mieux adapté au volume croissant de leurs activités. Dans ce domaine, et pour le moment, seul le manque de programmeurs et d'analystes semble constituer un certain handicap à l'expansion des centres de traitement de l'information.

Dans le domaine des publications, des efforts ont été effectivement faits afin d'assurer une meilleure diffusion des données statistiques. Les délais de publication ont été de plus en plus réduits, et la périodicité des documents a été davantage assurée. A présent, nombre de services de statistique, même les plus dépourvus en personnel et en ressources matérielles, parviennent à assurer au moins, la publication régulière d'un bulletin mensuel ou trimestriel, des états du commerce extérieur et d'un annuaire statistique, en plus des rapports provisoires ou définitifs sur les enquêtes et recensements effectués par eux.

